



PROGRAMME D'EXPLOITATION MINIÈRE POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

QUI PROFITE DES DÉCISIONS CONCERNANT LES OCTROIS DE TITRES MINIERS ?

ÉTUDE DE CAS 1 : « PANTOUFLAGE »

Les décisions consistant à approuver ou non un projet minier doivent faire passer l'intérêt général d'abord, et les conflits d'intérêts doivent être déclarés et pris en compte. Les conflits d'intérêts non divulgués et non gérés peuvent fausser la prise de décision et entraîner une mauvaise exécution des projets miniers.

RISQUES

Les pratiques corrompues ont plus de probabilités de se produire lorsque :

- **L'identité des bénéficiaires effectifs des entreprises minières qui sollicitent des licences n'est pas divulguée** > ce qui complique la tâche consistant à déterminer si les décideurs gouvernementaux ont des conflits d'intérêts et pourraient tirer un avantage personnel de leurs décisions officielles ;
- **la réglementation des donations politiques et du lobbying est faible et manque de transparence** > ce qui permet aux acteurs de l'industrie d'exercer une influence indue sur la conception des lois et les décisions concernant les octrois ;
- **par « pantouflage », on entend le mouvement incontrôlé de personnel entre le secteur privé (l'industrie minière dans ce cas) et le secteur public (autorités gouvernementales)** > ce qui crée des conflits d'intérêts et des risques de divulgation d'informations privilégiées et favorise les considérations personnelles avant l'intérêt général.

Le « pantouflage » est le mouvement de personnes occupant des fonctions législatives et réglementaires au sein du gouvernement vers l'industrie et vice versa. Il peut apporter une expertise technique au sein du gouvernement et une expertise réglementaire au sein de l'industrie. Cependant, des contrôles sérieux doivent être mis en place pour empêcher les agents de la fonction publique et les mandataires de prendre des décisions qui favorisent l'industrie au détriment de l'intérêt général en raison de leur emploi passé, ou potentiellement futur, dans l'industrie. Des contrôles doivent également garantir que les informations privilégiées ne soient pas divulguées. Il est également essentiel de s'attaquer aux mauvaises conditions de travail – contrats à court terme, emploi précaire et bas salaires – qui pourraient inciter les fonctionnaires à chercher un emploi secondaire dans le secteur privé.

Au **Pérou**, la nature précaire des contrats au sein de l'autorité publique responsable de l'octroi des licences minières augmente les risques de corruption. Les contrats ne durent généralement que trois à six mois, leur renouvellement dépendant de recommandations internes. Les salaires des personnes occupant ces postes sont inférieurs aux postes équivalents dans le secteur privé.

Du fait qu'ils occupent un emploi précaire, certains membres du personnel sont tentés de maximiser leurs chances d'obtenir du travail dans l'industrie lorsqu'ils évaluent les rapports techniques et les opérations des entreprises. Le régulateur péruvien a admis que cela rend le processus vulnérable à la corruption et il a défini des mesures pour remédier à la situation.

Des exemples de pantouflage impliquant des hauts fonctionnaires, et même des ministres, ont été identifiés dans un certain nombre de pays étudiés. Au fil du temps, le pantouflage impliquant des personnes occupant des fonctions importantes au sein du gouvernement peut compliquer, pour les législateurs et les décideurs, la tâche d'identifier clairement l'intérêt général lorsqu'ils exercent leurs fonctions, perdant ainsi de vue les personnes qu'ils servent.

Le chapitre 1 du Rapport mondial *Combattre la corruption dans l'octroi des titres miniers : une évaluation des risques dans 18 pays riches en ressources* de Transparency International fournit de plus amples détails sur les risques découlant du contexte politique et administratif dans lequel se déroulent les octrois de titres miniers.



ATTÉNUER CES RISQUES

Mesures visant à assurer que les décisions concernant les octrois de droits miniers soient prises dans l'intérêt du public :

- Les personnalités politiques et les hauts fonctionnaires ont l'obligation de déclarer leur patrimoine et leurs intérêts dans le secteur minier, ces déclarations sont vérifiées et un registre des déclarations actualisé et accessible au public est tenu à jour ;
- Les demandeurs de licence sont tenus de divulguer l'identité des bénéficiaires effectifs des entreprises (ceux qui au final tirent avantage de ces mêmes entreprises), par exemple grâce à la tenue d'un registre facilement accessible au public des bénéficiaires effectifs des entreprises minières ;
- Des délais de réflexion, l'obligation de déclarer les emplois antérieurs et les systèmes d'intégrité du gouvernement afin de contrôler les effets négatifs du mouvement du personnel entre la fonction publique et l'industrie et vice versa (pantouflage) ;
- Une amélioration des conditions de travail du personnel de l'autorité chargée de l'octroi des licences afin de réduire son incitation à chercher un emploi secondaire dans l'industrie minière ;
- Un registre des lobbyistes et des réglementations efficaces pour la divulgation obligatoire de toutes les activités de lobbying et de toutes les donations politiques.

EXPLOITATION MINIÈRE POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Une exploitation minière transparente et redevable peut contribuer au développement durable. Cela commence par des octrois exempts de corruption - le tout premier maillon dans la chaîne de valeur de l'exploitation minière.

Dans le cadre du Programme d'exploitation minière pour le développement durable (M4SD) de Transparency International, des sections nationales - d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie centrale, d'Asie-Pacifique et d'Amérique du Nord - ont identifié et évalué les risques de corruption dans les octrois de titres miniers de 18 pays riches en ressources.

Les six études de cas de cette série mettent en évidence certains des risques de corruption les plus courants et les plus graves. Voici les questions clés à se poser *avant* que les pratiques entachées de corruption ne s'implantent dans les processus d'octroi de titres miniers.

La prochaine phase du programme M4SD se concentrera sur la lutte contre les risques de corruption.



CONTEXTE POLITIQUE ET ADMINISTRATIF

Qui profite des décisions concernant les octrois de titres miniers ?



ATTRIBUTION DES TERRES

Dans quelle mesure le processus d'ouverture des terres à l'exploitation minière est-il éthique et équitable ?



OCTROI DES LICENCES

Dans quelle mesure le processus d'octroi de licences est-il équitable et transparent ?



OCTROI DES LICENCES

Qui obtient le droit d'exploitation minière ?



ÉTUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL

Dans quelle mesure les entreprises sont-elles responsables de leurs impacts environnementaux et sociaux ?



CONSULTATIONS COMMUNAUTAIRES

Dans quelle mesure la consultation des communautés est-elle constructive ?